



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

52846



Distr.
LIMITÉE

E / CN.14 / APSA / 5
3 août 1973

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

RAPPORT DE LA REUNION DE FONCTIONNAIRES AFRICAINS
CHARGES DES ACHATS ET DES FOURNITURES EN VUE DE LA CREATION
D'UNE ASSOCIATION AFRICAINE D'ACHATS ET DE FOURNITURES

Dakar, 28 mai - 1er juin 1973

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Page</u>
PREMIERE PARTIE : ORGANIZATION ET PARTICIPATION - -	1 - 8	1 - 2
PARTIE II : COMPTE RENDU DES TRAVAUX - - - -	9 - 25	2 - 6
Les politiques d'achats des gouvernements africains et la marche à suivre pour les mettre au service du développement des échanges intra-africains 5 c)	11 - 12	3
Travaux de la CNUDCI sur les conditions générales de vente et les contrats types et le rôle que l'Association pourrait jouer en faveur de ces travaux 5 d) - - - - -	13	3
Mesures à prendre pour aider les pays africains dans leurs achats internationaux, par la création en particulier, de services consultatifs 5 e) -	14	3
Possibilités de formation des fonctionnaires des services d'achat dans les pays en voie de développement 5 f) - - - - -	15	4
Projet de statuts d'une Association africaine d'achats et de fournitures (4) - - - - -	16 - 21	4 - 5
Les problèmes d'approvisionnement qui se posent aux organismes nationaux africains chargés des achats 5 b) - - - - -	22	5
Le rôle du fonctionnaire chargé des achats dans les pays africains en voie de développement 5 a)	23	5
Questions diverses - - - - -	24	5 - 6
Date et lieu de la Réunion inaugurale de l'Asso- ciation africaine d'achats et de fournitures (AAAF)	25	6
PARTIE III : RECOMMANDATIONS - - - - -	26 - 27	6
Adoption du rapport et recommandations - - -	26 - 27	6

Annexes

- I : Projet de statuts de l'Association africaine d'achats et de fournitures.
- II : Liste des documents.

PREMIERE PARTIE: ORGANISATION ET PARTICIPATION

1. La Réunion de fonctionnaires africains chargés des achats et des fournitures organisée en vue de la création d'une association africaine d'achats et de fournitures, a eu lieu à Dakar (Sénégal) du 28 mai au 1er juin 1973.

2. La Réunion a été organisée par la Commission économique pour l'Afrique avec une assistance financière de l'Agence suédoise de développement international (SIDA). Cette réunion avait principalement pour objet l'examen du projet des statuts portant création de l'Association africaine d'achats et de fournitures et la rédaction d'un rapport accompagné de recommandations appropriées sur la création de l'Association, à l'intention des gouvernements africains. Les participants ont étudié en outre, plusieurs des problèmes d'ordre pratique auxquels se heurtent les services et les fonctionnaires chargés des achats dans les pays africains.

3. Des représentants de divers services d'achat appartenant aux pays africains suivants étaient présents : Algérie, République centrafricaine, Cameroun, Ethiopie, Gambie, Ghana, Côte d'Ivoire, Mali, Maroc, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Tunisie, Ouganda, Haute-Volta et Zaïre. Etaient présents également des représentants de l'UNITAR, de la CNUDCI, de la CNUCED, de la BIRD et des Crown Agents.

4. Des messages d'ouverture ont été lus au nom du Gouvernement sénégalais par M. Birahim Gallo Fall et au nom du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique par le Coordonnateur de la Réunion. Le Directeur de l'UNITAR et M. Truesaw Meshesha ont prononcé des allocutions d'ouverture au nom des participants.

5. Les participants ont élu les membres du bureau suivants :

M. Mansour Gueye (Sénégal)	- Président
M. Shashee Kant Joshee (Tanzanie)	- Vice-Président
M. Makuala Nvuavua (Zaïre)	- Vice-Président
M. Truesaw Meshesha (Ethiopie)	- Rapporteur
M. Abdelaziz Zaari (Maroc)	- Rapporteur

6. L'ordre du jour suivant a été adopté :

1. Ouverture de la réunion
2. Election du bureau
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux de la réunion
4. Création de l'Association africaine d'achats et de fournitures (AAAF)
5. Problèmes pratiques qui se posent aux services et aux fonctionnaires chargés des achats dans les pays africains en voie de développement :
 - a) Le rôle du fonctionnaire chargé des achats dans les pays africains en voie de développement;
 - b) Les problèmes d'approvisionnement qui se posent aux organismes nationaux africains chargés des achats;

- c) La politique d'achats des gouvernements africains et la marche à suivre pour la mettre au service du développement des échanges intra-africains;
- d) Les travaux de la CNUDCI sur les conditions générales de vente et les contrats types et le rôle que l'Association pourrait jouer en faveur de ces travaux;
- e) Les mesures propres à aider les pays africains en voie de développement dans leurs achats internationaux destinés au secteur public, y compris la création de services consultatifs;
- f) La possibilité de former dans les pays développés les fonctionnaires chargés des achats.

6. Questions diverses

7. Date et lieu de la session inaugurale de l'Association africaine d'achats et de fournitures

8. Adoption du rapport et recommandations.

7. On trouvera à l'annexe II la liste des documents rédigés pour la réunion par la CEA, l'UNITAR, la Division des Nations Unies pour l'administration publique, la CNUDCI; le texte du projet des statuts portant création d'une Association africaine d'achats et de fournitures, tel que modifié, fait l'objet de l'annexe I.

8. Au terme des délibérations de la réunion, les participants ont adopté le rapport qui comprend, entre autres dispositions, les recommandations formulées à l'intention des gouvernements africains en prévision de la création de l'Association africaine d'achats et de fournitures (AAAF).

PARTIE II : COMPTE RENDU DES TRAVAUX

9. Les participants ont considéré comme tellement important l'examen du point 4 de l'ordre du jour "Création de l'Association africaine d'achats et de fournitures" qu'ils ont décidé d'étudier brièvement les points 5 c), 5 d), 5 e) et 5 f) pendant les premiers jours de la réunion. Les points 5 a) et 5 b) ont été examinés après l'étude du projet des statuts portant création de l'Association.

10. L'origine du principe de la création d'une Association africaine d'achats et de fournitures a été exposée par le directeur du programme de l'UNITAR concernant la formation aux méthodes d'achat pendant les débats consacrés à l'examen des conclusions provisoires formulées à l'issue des séminaires régionaux consacrés aux achats internationaux et du document intitulé "Questions relatives aux achats publics" (document UNITAR/EUR/PTP/27). Il a rappelé que les participants aux deux séminaires régionaux africains avaient décidé la création d'une Association africaine d'achats et de fournitures qui solliciterait la sanction des gouvernements africains et aurait au nombre de ses objectifs l'amélioration des services d'achat des pays africains.

Les politiques d'achats des gouvernements africains et la marche à suivre pour les mettre au service du développement des échanges intra-africains 5 c)

11. Le représentant de la Commission économique pour l'Afrique a présenté le document E/CN.14/APSA/3 portant en particulier sur la situation réelle en Afrique dans le domaine des achats internationaux, sur le volume des achats internationaux, sur les tendances et les politiques d'assistance des principaux groupes donateurs et sur les recommandations.

12. Il a insisté avec force sur la nécessité d'une coordination des politiques d'achat des gouvernements africains de telle sorte que ces politiques puissent devenir un véhicule important du développement des échanges intra-africains. Il a également précisé que les intérêts à long terme et l'indépendance économique des pays africains exigeront de très importants sacrifices pour que cet objectif puisse être atteint. Il a été question en outre du fait que l'examen du commerce intra-africain du point de vue des exportations signalées par quelques participants a déjà été pris en considération par la création de l'Association de l'organisation africaine de promotion commerciale.

Travaux de la CNUDCI sur les conditions générales de vente et les contrats types et le rôle que l'Association pourrait jouer en faveur de ces travaux 5 d)

13. Le représentant de la CNUDCI a présenté un document sur les conditions générales de vente et les contrats types (A/CN.9/78). A propos des divers problèmes présentés dans ce document, des participants ont signalé qu'il fallait préciser davantage les détails des problèmes difficiles qu'implique la normalisation et les conditions de paiements en vue de protéger les intérêts des pays en voie de développement.

Mesures à prendre pour aider les pays africains dans leurs achats internationaux, par la création en particulier, de services consultatifs 5 e)

14. Le représentant de la Division des Nations Unies pour l'administration publique a récapitulé les efforts déployés par cette Division pour tenter de surmonter les graves insuffisances des services d'achats dans les pays en voie de développement et il a avancé certaines propositions dont il a demandé l'examen au cours de la réunion. A son avis, la solution la meilleure, qui s'est révélée efficace dans certains pays africains semblerait être la création de plusieurs organes d'achat et d'approvisionnement, fonctionnels ou sectoriels, chacun d'eux desservant un groupe d'administrations, d'organismes et d'institutions liés par des intérêts communs relevant des questions techniques ou des questions d'exécution. Les participants ont été d'accord, sans réserve, sur l'importance d'une meilleure formation et de la préparation du personnel. Ils ont appuyé vigoureusement la suggestion et ont demandé qu'une recommandation soit formulée sur la nécessité urgente dans nombre de pays, d'une révision et d'un reclassement vers le haut des grades et des traitements applicables aux fonctions relevant de ce domaine, afin d'attirer et de retenir un personnel de haut niveau pour les travaux de gestion des approvisionnements.

Possibilités de formation des fonctionnaires des services d'achat dans les pays en voie de développement 5 f)

15. Le représentant de l'UNITAR a présenté brièvement le document UNITAR/EVR/PTP/30 sur les possibilités de formation, qui récapitulait ces possibilités dans certains pays donateurs importants. Les participants ont fait remarquer avec appréhension que le nombre des bourses de perfectionnement offertes chaque année aux pays en voie de développement était assez limité et que les nouveaux objectifs nationaux de l'assistance du PNUD ne pourvoient guère à des ressources réservées à la formation dans le domaine des achats.

Projet de statuts d'une Association africaine d'achats et de fournitures (4)

16. Le projet de statuts (E/CN.14/APSA/2) a été présenté par un représentant du secrétariat de la CEA qui a rappelé les recommandations des séminaires de Nairobi et de Dakar et a expliqué qu'on s'était efforcé d'incorporer dans le projet de statuts les principes énoncés dans les résolutions des séminaires de Nairobi et de Dakar. L'Association comprendra les organisations du gouvernement central ou les organismes officiels, ainsi que d'autres organisations appartenant aux Etats membres de l'OUA et de la CEA, qui se consacrent à la gestion des achats, des approvisionnements, des stocks et des matériaux; elle admettra en qualité de membres associés les personnes et les organisations ou organismes africains s'intéressant aux objectifs et aux fonctions de l'Association, dans les conditions que l'Assemblée générale aura déterminées.

17. Des délégations ont exprimé l'avis que le domaine de compétence de l'Association tel que proposé dans le projet de statuts était trop étroit et ils ont suggéré que ce domaine soit élargi pour comprendre des branches d'activité telles que les ventes et les transports. Toutefois, comme la plupart des participants l'ont fait valoir, une association embrassant un domaine aussi varié serait extrêmement lourde, outre que ses activités se chevaucheraient avec celles d'autres organisations existantes. En conséquence, les participants sont convenus en définitive que le domaine de compétence et les fins de l'association resteraient ce qu'avait spécifié le projet de statuts.

18. Il a été décidé en outre que la promotion des échanges intra-africains n'était pas l'objectif essentiel de l'Association, mais que le résultat serait un sous-produit de ses activités et que toutes les mentions de l'importance de ce sujet figurant dans le préambule et les articles du projet seraient supprimées ou modifiées en conséquence.

19. Les participants ont atteint un accord général pour que les activités de l'Association n'impliquent aucune fonction d'ordre politique, telles que la coordination des politiques relatives à la gestion des achats, des approvisionnements et des matériaux, qui relèvent dans certains pays des autorités assumant des fonctions de décision politique. Dans ces conditions, toutes les dispositions correspondantes dans tous les articles et paragraphes du projet de statuts doivent être supprimées ou modifiées de telle sorte que ressorte nettement le caractère technique et professionnel de l'Association. Les participants ont également décidé que les personnes et les organisations privées ne seraient pas admises en tant que membres associés.

20. Après un examen méticuleux de tous les articles du projet de statuts et des discussions détaillées, les participants ont rédigé et approuvé un projet révisé de statuts qui a fait l'objet d'une recommandation préconisant sa communication aux gouvernements pour examen.

21. Un représentant du secrétariat a indiqué que la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique accepterait volontiers d'assumer les fonctions d'un secrétariat provisoire de l'Association selon les dispositions de l'Article VIII des statuts de l'Association, en attendant que l'Assemblée générale constitue son propre secrétariat et définisse ses fonctions. Mais l'offre de la Commission est faite sous réserve que sa contribution n'entraîne pas l'organisation dans des dépenses supplémentaires, ou que les dépenses qu'impliqueraient les activités relevant de ses fonctions en tant que secrétariat provisoire soient autorisées par les organes compétents et que des dispositions budgétaires y pourvoient.

Les problèmes d'approvisionnement qui se posent aux organismes nationaux africains chargés des achats 5 b)

22. M. J. Mishili (Tanzanie) a présenté le sujet au nom des participants au séminaire de Nairobi sur les achats internationaux. Il a fait état de plusieurs problèmes qui se posent aux organismes nationaux africains chargés des achats dans les domaines du transport, de la normalisation et des paiements, auxquels s'ajoutent l'infériorité des approvisionnements et l'insuffisance des moyens de formation. Les participants ont recommandé une coopération plus étroite entre les pays africains sur la base du principe "donner et recevoir" et une augmentation substantielle de la proposition du financement de la BIRD allant aux pays en voie de développement, qui est actuellement de 15 p. 100 du total.

Le rôle du fonctionnaire chargé des achats dans les pays africains en voie de développement 5 a)

23. Les attributions principales des services et des fonctionnaires chargés des achats dans les pays en voie de développement ont été présentées par M. Adama Diagne, au nom des participants au Séminaire de Dakar. Il a insisté sur la nécessité d'adapter le rôle des fonctionnaires africains des achats à la politique et à l'ordre d'urgence du développement dans leur pays. Pendant les délibérations, plusieurs représentants ont fait valoir que, tout en travaillant à pourvoir aux besoins de leur pays en matière d'approvisionnement, les fonctionnaires africains des achats doivent aussi garder à l'esprit les intérêts plus larges du continent africain dans son ensemble et orienter leurs activités de manière à contribuer, dans la plus large mesure possible, à l'expansion des échanges intra-africains et à la coopération économique entre les pays africains et à leur développement.

Questions diverses

24. Les observateurs représentant la CNUCED, les Crown Agents et la BIRD ont fait les déclarations suivantes :

- a) Le représentant de la CNUCED a fait un long exposé sur le rôle de son organisation et sur les conditions de son assistance.

- b) Le représentant des Crown Agents a parlé de la fonction d'approvisionnement en tant que profession et des efforts que son organisation déploie pour aider les pays en voie de développement à progresser vers l'autonomie par la mise en place de moyens de formation et pour entreprendre des enquêtes au nom de ses directeurs. Nombre de représentants ont indiqué qu'ils estimaient que les activités des Crown Agents devraient faire à la formation une place plus grande que celle qui est réservée aux achats.
- c) Le représentant de la BIRD a fait savoir qu'il se félicitait sincèrement de pouvoir assister à la réunion, qui, à son sens, lui permettait de mieux connaître les problèmes d'achat et d'approvisionnement. Au cours des délibérations, des délégués ont signalé que, dans certains cas, les conditions de la Banque et l'administration des crédits imposaient sans raison des restrictions aux activités du bénéficiaire. On a donc suggéré qu'il conviendrait que la Banque adopte une attitude plus souple qui permettrait de contribuer à l'accélération du développement économique des pays en voie de développement.

Date et lieu de la Réunion inaugurale de l'Association africaine d'achats et de fournitures (AAAF)

25. Les participants ont décidé que la réunion inaugurale devait avoir lieu dans un des pays de la sous-région de l'Afrique du nord, au Maroc de préférence, ou à défaut en Tunisie, pendant le premier semestre de 1975.

PARTIE III : RECOMMANDATIONS

Adoption du rapport et recommandations

26. Les rapporteurs ont présenté aux participants un projet de rapport. Après un examen détaillé de ce projet, le rapport a été adopté dans son présent texte.
27. Les participants ont adopté des recommandations dont les gouvernements des pays africains seront saisis pour examen et approbation; elles préconisent les points suivants :
1. Création d'une Association africaine des achats et des fournitures;
 2. Approbation des statuts de l'Association adoptés à la réunion (Annexe I);
 3. Adoption le plus rapidement possible des mesures nécessaires pour offrir des possibilités satisfaisantes de formation au personnel des achats et pour reclasser vers le haut des grades et des traitements du personnel, pour obtenir que, dans le domaine de la gestion des approvisionnements, les professionnels aient toute l'envergure voulue.

ANNEXE I

PROJET DE STATUTS DE L'ASSOCIATION AFRICAINE D'ACHATS ET DE FOURNITURES

Préambule

Les organisations au nom desquelles sont signées les présents statuts :

Considérant les avantages que l'Afrique peut tirer d'un échange effectif et continu d'informations et de l'harmonisation des activités poursuivies dans le domaine de la gestion des achats, des fournitures, des stocks et des matériaux;

Conscientes du rôle important que les organismes africains d'achats et de fournitures ont à jouer dans le développement économique de l'Afrique;

Convaincues que la création d'une association africaine d'achats et de fournitures pour l'étude, la discussion et l'amélioration de la gestion des achats, des fournitures, des stocks et des matériaux en Afrique serait particulièrement utile à cet égard;

Sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Création de l'Association

L'Association africaine d'achats et de fournitures (AAAF) dénommée "l'Association" (dans la suite du texte) est constituée par les présentes, fonctionne et est régie conformément aux dispositions des présents statuts.

ARTICLE II

Objectifs et fonctions

1. Les objectifs de l'Association sont les suivants :
 - a) Favoriser et encourager l'adoption en Afrique de bonnes méthodes de gestion des achats, des fournitures, des stocks et des matériaux;
 - b) Favoriser, encourager et faciliter l'enseignement, l'étude et le perfectionnement des connaissances et des méthodes relatives à la gestions des achats, des fournitures, des stocks et des matériaux;
 - c) Contribuer à l'harmonisation des méthodes des pays africains en matière de gestion des achats, des fournitures, des stocks et des matériaux.
2. Aux fins exposées au paragraphe 1 du présent article, l'Association :
 - a) Organise des réunions de l'Association et de ses organes;
 - b) Aide ses membres à établir des associations nationales de gestion des achats, des fournitures, des stocks et des matériaux;

- c) Aide ses membres à renforcer leurs organisations de gestion des achats, des fournitures, des stocks et des matériaux;
- d) Favorise l'étude et le perfectionnement des connaissances et des méthodes relatives à la gestion des achats, des fournitures, des stocks et des matériaux en général et pour autant qu'elles touchent au commerce intra-africain en particulier, ainsi que l'échange d'idées et de données d'expérience dans ce domaine;
- e) Suggère aux gouvernements africains des méthodes de gestion des achats, des fournitures, des stocks et des matériaux propres à stimuler les échanges intra-africains;
- f) Prête son concours pour l'organisation de centres d'information sous-régionaux destinés à la diffusion auprès de ses membres de renseignements sur la gestion des achats, des fournitures, des stocks et des matériaux;
- g) Mène toutes autres activités propres à lui permettre d'atteindre ses objectifs, notamment la publication d'un journal.

ARTICLE III

Membres

L'Association admet comme membres l'organisation du gouvernement central ou l'organisme officiel des Etats membres de l'Organisation de l'unité africaine et de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique compétents en matière de gestion des achats, des approvisionnements, des stocks et des matériaux et, dans le cas où il n'existe ni organisation ni organisme de ce genre dans un des Etats visés dans le présent paragraphe, une organisation de l'Etat ou un organisme officiel compétent en matière de gestion des achats, des approvisionnements, des stocks et des matériaux désigné à cet effet par le gouvernement dudit Etat.

ARTICLE IV

Obligations des membres

Les membres de l'Association coopèrent par tous les moyens en vue d'aider l'Association à atteindre ses objectifs. Ils doivent en particulier :

- a) Faciliter le rassemblement, l'échange et la diffusion d'informations de la manière et dans les conditions déterminées par l'Assemblée générale;
- b) Présenter tous rapports et renseignements nécessaires aux organes compétents de l'Association, selon accord préalable avec eux;
- c) Fournir des moyens de formation et de recherche, dans les conditions qui pourront avoir fait l'objet d'un accord avec l'organe compétent de l'Association;

- d) Fournir du personnel pour aider d'autres membres de l'Association ou l'Association, dans les conditions qui pourront avoir fait l'objet d'un accord avec l'organe compétent de l'Association;
- e) S'acquitter de leurs contributions, telles qu'elles sont établies par l'Assemblée générale, ainsi que de toutes contributions spéciales qui pourront être déterminées par l'Assemblée générale.

ARTICLE V

Organisation de l'Association

1. Afin de pouvoir atteindre ses objectifs et remplir ses fonctions, l'Association obtient, conformément à la législation du pays où son siège est établi, la capacité juridique d'acquérir, de détenir, de gérer et de céder des terrains et autres propriétés, de conclure des contrats, d'accepter ou de consentir des prêts, des subventions, des dons et des contributions, et d'ester en justice.
2. Les organes de l'Association sont les suivants :
 - a) L'Assemblée générale;
 - b) Le Conseil exécutif;
 - c) Le secrétariat;
 - d) Tous autres organismes qui pourront être établis par l'Assemblée générale.

ARTICLE VI

L'Assemblée générale

1. L'Assemblée générale est constituée par les représentants des organismes ou organisations membres de l'Association, à raison d'une personne par organisme ou organisation.
2. L'Assemblée générale se réunit au moins une fois tous les deux ans; des réunions extraordinaires peuvent être convoquées conformément au règlement qu'elle a établi.
3. Les membres de l'Assemblée générale ne disposent chacun que d'une seule voix aux réunions de l'Assemblée générale.
4. L'Assemblée générale élit parmi les membres de l'Association son président, deux vice-présidents et un rapporteur, qui restent en fonction quatre ans et sont rééligibles.
5. L'Assemblée générale :
 - a) Détermine les politiques générales de l'Association;
 - b) Examine et approuve le programme de travail, les comptes vérifiés et le budget de l'Association;

- c) Passe en revue, oriente et coordonne les activités des organes de l'Association;
 - d) Détermine les contributions des membres de l'Association relatives aux dépenses liées au fonctionnement de l'Association et de ses organes;
 - e) Examine les rapports sur les activités de l'Association;
 - f) Détermine les conditions d'admission des membres de l'Association conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article XIII des présents statuts;
 - g) Examine et adopte le règlement et les directives générales régissant les activités de l'Association et de ses organes;
 - h) Désigne deux vérificateurs des comptes de l'Association.
6. L'Assemblée générale établit les organismes qu'elle juge nécessaire et délègue celles de ses fonctions qu'elle juge bon à ces organismes ou à un organe de l'Association.

7. Sous réserve des dispositions des présents statuts, l'Assemblée générale établit son propre règlement intérieur, notamment en ce qui concerne la convocation et la tenue de ses réunions, le quorum et les votes aux dites réunions et la diffusion des rapports des dites réunions.

ARTICLE VII

Conseil exécutif

1. Le Conseil exécutif comprend le président, les deux vice-présidents et le rapporteur de l'Assemblée générale; ses attributions sont les suivantes :
- a) Présenter à l'Assemblée générale des rapports sur les activités de l'Association;
 - b) Saisir l'Assemblée générale pour approbation du programme de travail et du budget de l'Association;
 - c) Arrêter avec le secrétariat les activités que l'Association ou ses organes peuvent entreprendre en vue d'atteindre les objectifs fixés;
 - d) Passer en revue, orienter et coordonner les activités des organes de l'Association entre les réunions de l'Assemblée générale et dans les conditions qui seront déterminées par celle-ci.
2. Le Conseil exécutif se réunit au moins une fois par an.

ARTICLE VIII

Le secrétariat

L'Assemblée générale établit le secrétariat, décide de son emplacement et définit ses fonctions. En attendant que le secrétariat soit établi, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique assume le secrétariat de l'Association.

ARTICLE IX

Amendements

Les présents statuts peuvent être amendés à la majorité des deux tiers des membres de l'Association à une réunion de l'Assemblée générale. Les membres de l'Association qui ne sont pas représentés à une réunion peuvent signifier leur vote par écrit ou par procuration :

Sous réserve toutefois que les présents statuts ne pourront pas être amendés sans que notification écrite de l'amendement proposé soit faite préalablement à tous les membres de l'Association trois mois au moins avant la réunion de l'Assemblée générale à laquelle ledit amendement doit être examiné.

ARTICLE X

Suspension, retrait et cessation d'adhésion

1. Tout membre de l'Association qui manque de façon suivie à l'une quelconque des obligations imposées par les présents statuts peut être suspendu par l'Assemblée générale dans les conditions qu'elle aura déterminées.
2. Tout membre de l'Association peut se retirer de l'Association à l'expiration d'un délai d'un an à partir de la date à laquelle il a acquis la qualité de membre de l'Association, en notifiant par écrit son retrait, en un exemplaire original et deux copies, à l'Assemblée générale, qui informe tous les membres, le dépositaire et le secrétariat de la réception de l'avis de retrait et remet l'original dudit avis de retrait au dépositaire.
3. Le retrait de l'Association prend effet un an après la date à laquelle le Président de l'Assemblée générale reçoit l'avis de retrait :

Sous réserve que durant cette période d'un an, un membre de l'Association qui se retire de l'Association reste néanmoins tenu de remplir les obligations qui lui sont imposées aux termes des présents statuts.

4. Tout membre de l'Association qui manque aux obligations imposées aux termes de l'article IV des présents statuts pendant les deux ans suivant la date à laquelle lesdites obligations auraient dû être remplies, cesse ipso-facto d'être membre de l'Association à l'expiration de ces deux ans.

ARTICLE XI

Dissolution de l'Association

L'Association peut être dissoute par une résolution dans ce sens adoptée à la majorité des deux tiers des membres de l'Assemblée à une réunion de l'Assemblée générale, après quoi l'Assemblée générale désigne un comité en vue de la liquidation de l'Association.

ARTICLE XII

Arbitrage

1. Tout différend qui surgit entre membres de l'Association ou entre un membre et l'Association au sujet de l'interprétation et de l'application des dispositions des présents statuts et qui ne peut être réglé par les parties intéressées est renvoyé par l'une ou l'autre des parties au Président de l'Assemblée générale pour règlement conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article.
2. Lorsque le règlement d'un différend est sollicité aux termes du paragraphe 1 du présent article, chacune des parties désigne une personne pour constituer un conseil d'arbitrage et les deux personnes ainsi investies en nomment une troisième comme président du conseil d'arbitrage. Si dans les trente jours qui suivent la demande d'arbitrage, l'une ou l'autre des parties n'a pas nommé un arbitre, ou si dans les quinze jours qui suivent la nomination de deux arbitres, le Président n'a pas été nommé, l'une ou l'autre des parties est habilitée à demander au Président de l'Assemblée générale de nommer les arbitres ou le Président, selon le cas.
3. Quand une des parties refuse de désigner une personne, conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article, pour siéger au Conseil d'arbitrage, c'est le Président de l'Assemblée générale qui procède à la désignation.
4. La décision du Conseil d'arbitrage est finale et obligatoire pour les parties en cause.

ARTICLE XIII

Signature et dépositaire

1. Les présents statuts entrent en vigueur lorsque l'original, en langue anglaise et en langue française, en aura été signé au nom de quinze des organisations ou organismes visés à l'article III des présents statuts, à la suite de quoi lesdits organismes ou organisations deviennent membres de l'Association :

Sous réserve toutefois qu'un au moins desdits organismes ou organisations provienne de chacune des sous-régions d'Afrique telles que définies par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.

2. L'original des présents statuts est déposé auprès du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique; les autres organisations ou organismes visés à l'article III des présents statuts peuvent alors, devenir membres de l'Association dans les conditions que détermine l'Assemblée générale.

3. Le dépositaire communique des copies certifiées des présents statuts à tous les membres de l'Association.

4. L'Assemblée générale tiendra sa première réunion douze mois au plus tard après l'entrée en vigueur des présents statuts et leur notifie toutes demandes d'adhésion, de suspension, de retrait ou de cessation d'appartenance.

EN FOI DE QUOI les sous-signés dûment autorisés par leurs organisations respectives ou en leur nom, ont signé les présents statuts à la date indiquée à côté de leur signature.

FAIT àceème jour de 197..
en deux exemplaires originaux, en anglais et en français, dont l'un et l'autre font également foi.

ANNEXE II

LISTE DES DOCUMENTS

<u>Symbole</u>	<u>Titre</u>
E/CN.14/APSA/1/Rev.1	Ordre du jour provisoire.
E/CN.14/APASA/2/Rev.1	Projet de constitution de l'Association africaine d'achat et de fournitures.
E/CN.14/APSA/3	Les acquisitions de biens et services sur le marché international et le développement du commerce intra-africain
E/CN.14/APSA/4	Aide-mémoire.
UNITAR/DKR/PTP/11	Questions sur l'Association africaine de l'approvisionnement.
UNITAR/DKR/PTP/14	Résolution.
UNITAR/NRB/PTP/5	Les acquisitions de biens et services sur le marché international et le développement du commerce intra-africain.
UNITAR/EUR/PTP/27	Questions relatives aux achats publics.
UNITAR/EUR/PTP/28	Questionnaire pour une étude par pays des méthodes appliquées pour les achats publics.*
UNITAR/EUR/PTP/30	Bourses de perfectionnement pour une formation en cours d'emploi à l'étranger.*
A/CN.9/78	Conditions générales de vente et contrats types.
A/CN.9/78 Annexe I	Contrats types pour la vente des céréales établis sous les auspices de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe.
	Mesures d'aides aux pays africains pour l'amélioration de l'organisation et de la gestion des achats internationaux du secteur public.
	<u>Crown Agents</u> : Services consultatifs pour la gestion des approvisionnements et des matériaux.*

* Traduction non officielle.